

APPLICATION 95

Contrat de concession de service public

Première partie : Contrat de partenariat public/privé

Dans le cadre d'un accord de partenariat public privé avec une collectivité territoriale, un opérateur privé doit financer, construire, assurer la maintenance et exploiter un pont à péage pendant 10 ans.

➤ **Pendant la phase de construction :**

Les coûts des travaux de construction s'élèvent à 400 000 000. Pendant la phase de la construction, les dépenses de construction encourues seront enregistrées dans les comptes de charges par nature. La fraction des redevances correspondant à la seule prestation de construction s'élève à 420 000 000.

➤ **Pendant la phase post construction :**

La redevance annuelle de fin de période de l'exercice N s'élève à 72 000 000 et a été réglée au comptant au 31/12/N. Cette redevance est décomposée de la façon suivante :

- quote-part de la fraction des redevances annuelles correspondant à la seule prestation de construction d'un montant de 42 000 000 ;
- la fraction de la redevance annuelle correspondant au coût du financement supporté par le partenaire privé refacturé à la collectivité territoriale d'une valeur de 5 000 000 ;
- la fraction de la redevance représentative des prestations post construction rendues par le partenaire privé s'élèvent à 25 000 000.

Les droits de passage sont collectés (en espèces) par l'entité pour le compte de la collectivité territoriale.

En fin d'exercice, les droits annuels collectés sont reversés à la collectivité territoriale (par virement bancaire) sous déduction du montant des redevances annuelles.

La recette de la première journée d'exploitation, le 01/01/N s'élève à 475 200. A la fin de la première année d'exploitation, le total des recettes annuelles figurant sur le relevé des certificats de passage s'élève à 135 000 000.

Deuxième partie : Biens « retour » et biens de « remise »

Opération 1 : Un Etat partie a concédé pour une durée de 10 ans au Port Autonome un ensemble immobilier composé d'un terrain d'une valeur de 50 millions et d'un bâtiment de 100 millions le 02/01/N.

Opération 2 : Le Port Autonome a acquis du matériel lourd au titre du contrat de concession d'une valeur HT de 120 millions (durée d'utilité : 10 ans) le 01/10/N. Le matériel lourd sera rétrocédé à l'Etat partie à la fin du contrat. Le taux de TVA 18%.

Première partie :

1. Principes

La démarche de comptabilisation des opérations relatives à l'exécution des contrats de partenariat public privé peut se résumer en deux grandes phases :

- phase de construction ;
- phase post construction.

1.1. Comptabilisation en phase de construction

Les prestations de constructions accomplies par le partenaire privé sont comptabilisées comme s'il était une entité relevant du secteur des bâtiments et travaux publics. Ainsi donc :

- les coûts de construction supportés par le partenaire privé sont comptabilisés conformément aux dispositions relatives aux contrats pluri-exercices ;
- le chiffre d'affaires du partenaire privé est aussi comptabilisé conformément aux dispositions relatives aux contrats pluri-exercices. Pendant la phase de construction, le chiffre d'affaires correspond à la fraction des redevances relatives à la prestation de construction, à l'exclusion des coûts de financement inclus dans la redevance. Il est enregistré au débit du compte **2734 Créances sur le concédant factures** à l'issue de la phase de construction en attendant l'émission des factures de redevances.

1.2. Comptabilisation en phase post construction

A la fin de la construction, les factures de redevances sont émises jusqu'au terme du contrat. Elles sont enregistrées au **débit du compte client 411** par les contreparties suivantes :

- au crédit du compte **2734 Créances sur le concédant factures**, pour la fraction des redevances correspondant à la seule prestation de construction, afin de solder ce compte ;
- au crédit du compte de résultat en résultat financier **compte 77** pour la fraction des redevances correspondant au coût du financement supporté par le partenaire privé refacturé à la collectivité publique ;
- au compte de résultat en chiffre d'affaires **compte 706** pour les redevances représentatives des prestations post construction rendues par le partenaire privé.

Par ailleurs, pendant la phase d'exploitation du contrat de concession de service public, lorsque le contrat prévoit la collecte de droits de passage ou autres droits auprès des usagers par le partenaire privé au profit de la collectivité publique, il faut passer les écritures suivantes :

- lors de la collecte des droits : le compte de trésorerie est débité par le crédit du compte **4731 Mandants, collectivité publique** ;
- lors du reversement des droits collectés à la collectivité publique : le compte **4731 Mandants, collectivité publique** est débité pour solde par le crédit du compte de trésorerie.

2. Comptabilisation

➤ Comptabilisation en phase de construction

6...	401/521	En cours		400 000 000	400 000 000
		Compte de charges par nature			
		Fournisseur/Banques			
		(Coût des travaux)			
2734	705	A la fin		420 000 000	420 000 000
		Créances sur le concédant			
		Travaux facturés			
		(Comptabilisation du chiffre d'affaires)			

➤ **Comptabilisation en phase post construction**

571		01/01/N		
	4731	Caisse	475 200	
		Mandants, collectivité territoriale		475 200
		<i>(recette journalière collectée pour le compte de la collectivité territoriale)</i>		

Le total des recettes annuelles s'élève à 135 000 000. A la clôture de l'exercice N, le solde du compte 4731 est donc créditeur d'une valeur de 135 000 000.

411		Clients	72 000 000	
	2734	Créances sur le concédant		42 000 000
	706	Services vendus		25 000 000
	7713	Intérêts sur créances diverses		5 000 000
		<i>(Constataion de la redevance)</i>		
		03/07/N		
4731		Mandants, collectivités territoriales	135 000 000	
	411	Clients		72 000 000
	521	Banques		63 000 000
		<i>(Reversement des droits de passage sous déduction des redevances annuelles)</i>		

Deuxième partie

➤ **Opération 1 :**

Il s'agit d'un bien "de retour" : biens mis en concession par le concédant et qui doivent lui revenir en fin de concession. L'entité n'ayant pas le contrôle de l'immobilisation selon les dispositions du cadre conceptuel, celle-ci n'entre pas dans le patrimoine du Port Autonome. Toutefois, une mention dans être portée dans les Notes annexes, au titre des engagements obtenus.

➤ **Opération 2 :**

Il s'agit d'un bien de "remise" : biens mis en concession par le concessionnaire, qui, selon les contrats, doivent être remis gratuitement au concédant en fin de concession.

Cette immobilisation entre dans le patrimoine du Port Autonome et a fera l'objet d'un amortissement sur sa durée d'utilité qui ne peut pas excéder raisonnablement la durée du contrat de concession.

Amortissement du matériel lourd :

$$120\,000\,000 \times 10\% \times 3/12 = 3\,000\,000$$

		01/10/N			
2411	4812	Matériel industriel	120 000 000		
4451		TVA déductible sur immobilisation	21 600 000		
		Fournisseurs d'immobilisations corporelles			141 600 000
		31/12/N			
6813	28411	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	3 000 000		
		Amortissement du matériel industriel			3 000 000

Lors de la rétrocession du bien à l'Etat à la fin du contrat :

- Cumul des amortissements du matériel industriel au terme du contrat : 120 000 000.
- Valeur d'origine du matériel : 120 000 000.
- Valeur nette comptable du matériel : $120\,000\,000 - 120\,000\,000 = 0$.

		01/01/N			
28411	2411	Amortissement du matériel	120 000 000		
		Matériel industriel			120 000 000